

DOSSIER : JOURNALISME ET CLIMAT

COMMENT LES RÉDACTIONS TRAITENT-ELLES L'ENVIRONNEMENT ?



© Markus Spiske

Le 28 janvier sortait le premier Baromètre de l'information sur l'environnement. Né d'un partenariat entre l'association française QuotaClimat, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et le SPF Santé publique, cet outil vise à analyser et comprendre le traitement des enjeux environnementaux dans les médias audiovisuels belges. L'occasion de revenir sur ses résultats et de s'interroger plus largement sur la manière dont les rédactions envisagent le traitement de l'environnement et de la crise climatique. Coup de sonde dans les rédactions de différents médias belges francophones avec Lola Fonta.

A lire en [page 6](#)

JUSTICE

TROIS VICTOIRES JUDICIAIRES POUR LES JOURNALISTES

En janvier et février, trois décisions de justice ont été rendues par le Tribunal du travail, le Tribunal de 1ère instance et la Cour constitutionnelle, donnant raison, totalement ou au moins partiellement, aux journalistes et à l'AJP. Explications.

A lire en [page 5](#)

LICENCIEMENTS

BX1 : RESTRUCTURATION ET MALAISE, QUAND CINQ JOURNALISTES SONT MIS À LA PORTE



© Eric Lalmand / Belga

En décembre 2025, le Conseil d'administration du média de proximité bruxellois BX1 annonçait sa décision de se séparer de huit personnes, dont cinq journalistes, représentant un quart de la rédaction. Maïté Warland a rencontré certain-es des journalistes concerné-es.

A lire en [page 10](#)

N°269

SOMMAIRE

- 02-04 Actualités \
- 05 Trois victoires judiciaires pour les journalistes \
- 06-09 Dossier : Journalisme et climat \
- 10 BX1 : restructuration et malaise \
- 11 AJPro \
- 12 Ils et elles publient \

AJP

CRISE CLIMATIQUE : COMMENT PARLE-T-ON D'ENVIRONNEMENT DANS LES MÉDIAS BELGES FRANCOPHONES ?

par Lola Fonta

Le 28 janvier, la Belgique a officiellement lancé son Baromètre de l'information sur l'environnement. Né d'un partenariat entre l'association française QuotaClimat, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et le SPF Santé publique, cet outil vise à analyser et comprendre le traitement des enjeux environnementaux dans les médias audiovisuels belges. Son premier rapport présente des résultats préliminaires : les sujets relatifs à l'environnement représentent 4,8% de la couverture médiatique francophone globale.

« En Belgique, par rapport à d'autres pays, il y a très peu de données qui permettent de mesurer ou de comprendre la manière dont les médias parlent d'environnement », pointe Grégoire Lits, directeur de l'Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme, et membre du comité scientifique encadrant le Baromètre.

L'arrivée d'un Baromètre de l'information sur l'environnement sur le sol belge vise désormais à combler ce manque de données. Pour ses premières analyses, le Baromètre s'est penché, entre octobre 2024 et décembre 2025, sur les journaux télévisés et les programmes d'information de cinq chaînes de télévision francophones : La Une et La Trois, RTL, LN24 et Trends Z.

La méthodologie*, élaborée par QuotaClimat avec un comité d'expert-es scientifiques, s'appuie sur l'analyse, dans les programmes d'information, d'un ensemble de mots-clés relatifs à trois enjeux : climat, biodiversité et ressources naturelles, et attribués aux catégories : constats, causes, conséquences et solutions.

UNE COUVERTURE SUJETTE AUX PICS MÉDIATIQUES...

Les résultats préliminaires montrent que les



© Atim Kaghat / Belga : Vague de chaleur à Bruxelles le 19 juillet 2022

sujets environnementaux occupent 4,8%** de la couverture médiatique de ces chaînes. L'étude souligne une couverture entre causes, conséquences et solutions relativement équilibrée, ainsi qu'un traitement de la biodiversité fortement corrélé au climat.

Le rapport tisse des points de similarité avec les résultats français. Notamment une couverture calée sur des événements ponctuels ou extrêmes. « On va avoir des

pics pendant des événements climatiques extrêmes, comme les canicules de l'été, lors d'un événement international, comme la COP. Et à côté, on va voir des grands creux assez similaires, notamment à la rentrée de septembre, qui se focalise souvent sur des thèmes plus politiques », détaille Arnaud Benoits, responsable de projets data à QuotaClimat.

Comme nos voisins français, les

conséquences de la crise de la biodiversité restent peu abordées (6% de la couverture du sujet). Enfin, sur les secteurs d'activité, « on retrouve dans les grandes tendances, l'énergie et les transports, qui sont les sujets les plus souvent abordés quand on parle de climat. Tandis que la couverture du logement est assez faible (5%), alors que ce secteur représente environ 17% des émissions en Belgique », commente l'expert en data.

...MAIS QUI AMÈNE PLUS DE CONTEXTE AUTOUR DES ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES

Mais les chaînes belges se distinguent sur un point en particulier : une meilleure recontextualisation des événements extrêmes. Ici, l'étude s'est intéressée aux rapports entre le nombre de mentions de « canicule » et le nombre de mentions de « climatique » : le ratio est 6,7 fois plus élevé en Belgique lors des canicules de 2025 qu'en

France.

Outre une exposition des chiffres, le rapport lance quelques pistes de réflexion. Parmi elles, « la sanctuarisation de temps réguliers dédiés à la couverture des enjeux environnementaux ». « L'environnement ne se bat pas à armes égales avec l'actualité car c'est un enjeu structurel. Par rapport aux crises conjoncturelles, il ne suscite pas le même intérêt médiatique. La sanctuarisation d'un temps est un outil assez puissant pour redresser les carences », affirme Louna Wemaere, responsable de plaidoyer européen chez QuotaClimat. À l'image, par exemple, du journal météo-climat de la RTBF, ou, pour un exemple français, de la séquence « Ma Planète » sur TF1.

Sans surprise, la formation fait également partie des premières recommandations et plus particulièrement celle des « plus hautes strates de management ». « Les journalistes sont en première ligne, mais sont aussi tributaires d'un système avec ses verrouillages. Ils sont aussi sujets à une

volonté éditoriale, et de la demande, à la fois des actionnaires, mais aussi des grands cadres des rédactions. Il y a un intérêt perçu, pour des sujets comme l'environnement, qui parfois est très bas pour les hauts cadres », explique la chargée de plaidoyer.

En 2026, le Baromètre va poursuivre ses recherches en élargissant son périmètre francophone aux radios et médias de proximité, tout en intégrant le paysage audiovisuel néerlandophone. L'analyse se penchera également sur les phénomènes de désinformation.

Lola Fonta

*<https://observatoiremediaecologie.fr/methodologie/>
**Trends Z (7,1%), La Une (5,4%), La Trois (4,5%), RTL (4,2%), LN24 (2,5%). (Entre octobre 2024 et décembre 2025, la couverture atteint 4,7% en France).

LA CRISE ÉCOLOGIQUE DANS LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE : DES RÉDACTIONS EN MOUVEMENT

par Lola Fonta

Alors que 2025 a été consacrée troisième année la plus chaude de l'Histoire, la couverture médiatique des crises environnementales reste faible. Comment les rédactions belges francophones tentent-elles de se hisser à la hauteur de l'urgence écologique ?

En 2023, cinq scientifiques belges avaient lancé l'alerte dans une carte blanche publiée dans Le Soir et intitulée « Pour des médias à la hauteur de l'urgence climatique ». Ils et elles appelaient les professionnel·les des médias à « mener en leur sein une réflexion radicale et globale sur la manière d'aborder les enjeux et questions relatives au

climat et à la biodiversité ». Deux ans plus tard, les premiers résultats du Baromètre de l'information sur l'environnement démontrent le peu de place dévolue aux sujets environnementaux dans les médias audiovisuels : 4,8% de la couverture globale*.

DES PRATIQUES À REVOIR EN URGENCE

Cathy Clerbaux, professeure en Sciences de l'atmosphère et du climat à l'ULB et signataire de la tribune en 2023, observe encore aujourd'hui un traitement assez ponctuel de l'environnement : « Ce qui me frappe,

DOSSIER

JOURNALISME ET CLIMAT

c'est que les médias plongent toujours sur les mêmes news. Pour certains trucs, souvent des événements exceptionnels, comme des canicules, une éruption volcanique, je sais que je vais avoir cinq appels dans la journée (...). Par contre, d'autres nouvelles que je trouve intéressantes, notamment sur le long terme, parfois des bonnes nouvelles, sont moins bien reprises par la presse ».

Ces dernières années, à l'aune d'événements climatiques de plus en plus extrêmes venus bousculer l'actualité, la profession a débuté une remise en question. Plusieurs bonnes pratiques ont essaimé un peu partout en Europe, portées par des journalistes spécialisés ou des acteur·ices des médias. À commencer par le concept de transversalité : penser la crise climatique non plus comme une rubrique, mais comme un prisme à partir duquel considérer tout sujet.

Aujourd'hui, la plupart des rédactions souscrivent à cette vision, et l'intègrent plus ou moins dans leurs pratiques. En 2023, la rédaction du Soir a décidé de l'instituer en mode de fonctionnement via une réforme réorganisant les services en pôles. Un pôle Planète, alimenté par sept journalistes, est créé. Dans l'idée, il assure la couverture des crises environnementales, mais devient également un pôle de référence pour les autres journalistes et veille à ce que ce prisme infuse un maximum dans le traitement rédactionnel.

Plusieurs bonnes pratiques ont essaimé un peu partout en Europe, portées par des journalistes spécialisés ou des acteur·ices des médias. À commencer par le concept de transversalité : penser la crise climatique non plus comme une rubrique, mais comme un prisme à partir duquel considérer tout sujet.



L'IDÉAL DE LA TRANSVERSALITÉ

« Ça reste un effort permanent de ne pas revenir en arrière, c'est-à-dire retomber dans les anciennes ornières de l'imperméabilité entre les matières, entre les sujets, entre les journalistes. C'est plus facile de changer des structures que de changer des habitudes, en quelque sorte culturelles, en termes de fonctionnement journalistique », constate Michel De Muelenaere, chef adjoint du pôle Planète. Deux ans après la réforme, il témoigne d'une envie de poursuivre ce processus collaboratif et en observe les effets. Par exemple : « Le pôle vient en soutien du supplément économique sur le Salon de l'automobile. Il y a longtemps, le Salon de l'auto c'était le guide d'achat de l'automobiliste en devenir. Désormais, on met en place une couverture plus nuancée, moins orientée sur le produit que sur le phénomène de la mobilité, et d'autres modes de déplacements », illustre le journaliste spécialisé.

Au service Info de la RTBF, la rédaction a récemment opté, en interne, pour la mise en place de quelques principes pour guider son traitement de l'information climatique. « Ce sont des balises assez basiques : la transversalité du climat, fournir une information impartiale, accessible et rigoureuse, le choix des mots et des images, la transparence, s'axer sur les solutions », détaille Johanne Montay, responsable de la rubrique Sciences, Santé et Environnement à la RTBF. Avec en ligne de mire, la sauvegarde du pluralisme. « Le réchauffement climatique est prouvé scientifiquement. Sur la responsabilité

de l'humain, il n'y a aucun doute. Sur les solutions proposées, il y a des débats. Bien sûr, on doit les challenger aussi pour ne pas se faire avoir par du greenwashing, mais c'est un débat dont on doit aussi rendre compte », affirme la journaliste.

Mis à part le volet éditorial, les médias s'intéressent aussi à leur propre empreinte écologique. Parmi les 12 médias de proximité, Boukè et TVLux mettent en place un plan d'action de développement durable, dont des mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. « C'est tout un travail sur les bâtiments, sur le personnel, sur les déplacements. C'est important pour nous de montrer l'exemple et d'en informer la population », expliquent Pascal Collin, journaliste, et Anne Gailliez, assistante de rédaction, et membres de l'équipe de Boukè.

SAVOIR, C'EST POUVOIR ?

Mais pour intégrer la crise climatique à son traitement de l'information, encore faut-il bien en connaître les enjeux. « C'est une matière sur laquelle la connaissance générale, en moyenne, des journalistes est trop faible. Or, c'est plus facile de jouer à armes égales avec un interlocuteur sur ces questions si le journaliste est lui-même conscient de l'importance des enjeux. On fait du journalisme plus sérieux, plus costaud », assure Michel De Muelenaere. Dans cette optique, la RTBF a, en 2025, scellé un partenariat avec l'Université de Liège pour suivre son MOOC « Durabilité et Transition ». Sur base volontaire, l'objectif

“C'est une matière sur laquelle la connaissance générale, en moyenne, des journalistes est trop faible. Or, c'est plus facile de jouer à armes égales avec un interlocuteur sur ces questions si le journaliste est lui-même conscient de l'importance des enjeux.”

Michel De Muelenaere,
chef adjoint du pôle "Planète" (Le Soir)

est de certifier 150 collaborateur·ices de la RTBF en trois ans. Donné par cinquante expert·es, le MOOC aborde, entre autres, l'Anthropocène, les services écosystémiques, la pollution atmosphérique, etc.

«Au-delà du savoir scientifique, ce sont vraiment des changements radicaux de lunettes qu'il faut promouvoir. Il ne suffit pas de savoir », estime Laure de Hessel, co-rédactrice en chef du magazine trimestriel Imagine demain le monde. « Quand je suis arrivée à Imagine, c'était vraiment un soulagement par rapport à la presse quotidienne, parce qu'enfin je pouvais écrire avec ces lunettes sur le monde d'aujourd'hui, la politique, l'économie, etc. Il n'y a pas de dissonance », ajoute-t-elle.

François Mathieu, rédacteur en chef adjoint de La Libre, évoque la difficulté d'apporter une meilleure couverture dans un journal quotidien. « C'est une matière qui prend

énormément de formes et qui met des enjeux primordiaux sur la table, qui dépassent le cadre de l'environnement. Évidemment qu'on est conscient de tout ça, évidemment qu'on voudrait en faire plus, mais on a une rédaction de 45 personnes, et on essaye dans la mesure du possible de couvrir au mieux ce qui est mainstream, et parfois avec des angles originaux », admet le journaliste.

OBJECTIVER, DIALOGUER, AMÉLIORER

Pour Gwenaëlle Dekegeleer, journaliste à la RTBF, et figure de l'émission *Y a pas de planète B*, traiter d'écologie, « ce ne sera jamais facile ». « C'est un sujet tellement clivant, qui vient pointer du doigt certains comportements compliqués en termes de pollution ou d'émissions de gaz à effet de serre. Il y a vraiment ce travail de réflexion et de créativité à avoir pour pouvoir faire passer certains messages ou faire comprendre certains faits ultra complexes sans créer des tensions », explique-t-elle.

Dans ce contexte, la mise en place d'un Baromètre de l'information sur l'environnement est accueillie avec intérêt par les médias concernés, et au-delà. D'abord car il vient combler un manque de données. « Sans objectivation, il est difficile, que ce soit pour les acteurs de terrain, les rédactions, mais aussi pour les universitaires ou les acteurs militants, de parler sur une base commune et de prendre des mesures pour améliorer les choses », explique Grégoire Lits, directeur de l'Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme et membre du comité scientifique encadrant le

Baromètre. « On peut s'appuyer sur le fait que l'Observatoire du climat et des médias arrive chez nous pour faire avancer les choses, même en interne. Parce que tout le monde n'est pas forcément convaincu de la même manière qu'il y a un enjeu de formation par exemple », explique Gwenaëlle Dekegeleer. « C'est aussi une source d'inspiration de voir comment ça se passe au niveau des autres médias, quelles sont les initiatives en cours », explique Sandrine Sepul, directrice générale du Réseau des Médias de Proximité.

“Sans objectivation, il est difficile, que ce soit pour les acteurs de terrain, les rédactions, mais aussi pour les universitaires ou les acteurs militants, de parler sur une base commune et de prendre des mesures pour améliorer les choses”

Grégoire Lits,

Directeur de l'Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme, membre du comité scientifique encadrant le Baromètre

Les acteur·ices du Baromètre revendiquent une approche de terrain. « On souhaite offrir du temps et un espace de parole pertinent aux acteurs concernés : les journalistes, les rédactions, les autorités de régulation, sur base des données collectées et d'initiatives internationales ou nationales », développe Lucas Demuelenaere, expert en politique climatique à la DG Environnement du SPF Santé. Le dialogue s'incarnera dans la tenue d'événements de concertation à chaque étape du projet.

Lola Fonta

* Ces résultats préliminaires concernent 5 chaînes de télévision belges francophones, entre octobre 2024 et décembre 2025.

